

Béatrice ESPESSON-VERGEAT

Faculté de Droit, Université Jean Monnet, Saint-Etienne (42),

Maître de conférences en Droit privé - HDREnseignant-Chercheur au *CERCRID (UMR CNRS 5137)***CURSUS UNIVERSITAIRE / TITRES ET DIPLOMES****HABILITATION A DIRIGER DES RECHERCHES, 27 septembre 2003**, Université Jean Monnet, Saint-Etienne.**DOCTORAT EN DROIT, 28 septembre 1992**, Université Jean Moulin Lyon III, « **Le maintien du contrôle des sociétés commerciales** ».**ACTIVITES DE RECHERCHE****1 PRINCIPALES RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES ET ACTIVITES DE RECHERCHES COLLECTIVES****DIRECTION DE THESES** : 4 thèses en convention Cifre**DIRECTION DE RECHERCHES COLLECTIVES (CERCRID)**

- Coordination groupe de recherches sur « AUTONOMIE VIEILLISSEMENT ET OBJETS CONNECTES » LE REGARD DU PATIENT EUROPEEN
- Direction de recherche « Les Évènements indésirables liés aux produits de santé », Convention signée avec Mission Recherche (Mire), Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes, 2005 à 2007
- Participation à 4 contrats de recherches collectives

COLLOQUES : 9 Colloques réalisés depuis 2006, conception et organisation, publication à la revue générale de droit médical.**PARTICIPATION A DES COMMISSIONS DE SPECIALISTES ET COMITES DE SELECTION** (Universités Jean Moulin Lyon III, Saint Etienne, Lyon II)**2 ACTIVITES DE RECHERCHE INDIVIDUELLES.****DOMAINES DE SPECIALISATION** : droit des affaires, droit européen, droit de la santé**ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT****1 COURS et SEMINAIRES: Direction pédagogique du master droit des affaires appliqué au monde de la santé**

Droit de la concurrence et de la distribution,
Structures juridiques et restructuration dans le domaine de la santé
Produits de santé et Procédures de vigilances
Droit européen des affaires

2 TUTORAT et APPRENTISSAGE : Direction, développement, encadrement, suivi des apprentis et tuteurs

Master 1 droit des affaires et Master 2 Droit des affaires appliqué aux industries de santé

PRINCIPALES RESPONSABILITES ET ACTIVITES ADMINISTRATIVES**1 RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES AU SEIN DE L'UNIVERSITE JEAN MONNET****Membre du COMITE PALSE (Programme Avenir Lyon Saint Etienne), à l'Université de Lyon**, communauté d'universités et établissements (COMUE), depuis 2013.**Membre du Conseil de gestion de la faculté de médecine de Saint Etienne** 2014.**Membre du CEVU** de l'Université Jean Monnet, Saint-Etienne de 1999 à 2002.**2 RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES /CREATION ET DIRECTION DE FORMATIONS FACULTE DE DROIT DE SAINT ETIENNE**◆ **DIRECTION DE FORMATIONS****Direction du master 2 « Droit des affaires appliqué aux industries de santé »**, depuis 2003.**Direction du parcours licence affaires médicales (alliance droit et médecine) ouverture septembre 2016**

Responsable du DU « Pratiques contractuelles et contentieuses des entreprises de santé » depuis 2005.

Responsable du DU « droit des affaires appliqué aux établissements de santé » ouvert septembre 2012.

Responsable de l'action Robert Schuman (soutien de la Commission Européenne) Le Droit Communautaire en pratique, 2000/2002.◆ **RESPONSABILITES AU SEIN DE LA FACULTE DE DROIT DE SAINT ETIENNE****Responsable déléguée aux finances**, Faculté de Droit de Saint-Etienne, de 2007 à 2010**Assesseur du Doyen de la Faculté de Droit de Saint-Etienne** de janvier 2000 à janvier 2005.**Membre du Conseil de la Faculté de Droit de Saint-Etienne** de 1999 à 2008.

Chargée des relations avec l'environnement professionnel de 2000 à 2008.

Responsable de la Maîtrise de Droit et des stages (stages UEP) de 1999 à 2003.

Responsable de la Licence en Droit de 2000 à 2002.

Responsable de la Capacité en Droit de 1996 à 2000.

3 AUTRES

- Membre de la Commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux, affections iatrogènes et infections nosocomiales Rhône alpes (CRCI).
- Membre du Comité de protection des personnes (CPP) de Saint Etienne.
- Membre du Conseil scientifique de l'Espace Ethique Rhône Alpes (Universités de Saint-Etienne, Grenoble, Lyon 1).

DETAIL DES TRAVAUX

TRAVAUX INDIVIDUELS

◆ TRAVAUX EN COURS

- 1 Les produits de santé, synthèse de l'actualité juridique 2017, panorama de droit pharmaceutique, leh
- 2 Le vaccin, entre vaccination obligatoire et recommandée les enjeux juridiques
- 3 Les rtu, qualification juridique et enjeux
- 4 Analyses de la spécificité du médicament en droit de la concurrence
- 5 Programme européen « une seule santé », de la santé animale à la santé humaine

◆ TRAVAUX PUBLIES

1. Le marché des produits de sante face au droit européen de la concurrence, colloque Lyon II, 9 décembre 2016
2. Impact de la réglementation européenne sur la sécurité des utilisateurs de produits de santé connectés, LEH, à paraître 2016
3. La Sécurité alimentaire est-elle seulement une question de santé ? impact de la règlementation européenne, *JML*, Série Droit Santé et Société du Journal de Médecine Légale 2016, Editions ESKA A paraître
4. Les produits de santé, synthèse de l'actualité juridique 2015, *JML*, Série Droit Santé et Société du Journal de Médecine Légale n° 3, Editions ESKA
5. **Le périmètre des dérogations pour raison de santé aux règles du marché intérieur de l'Union européenne, Mélanges Bélanger, LEH, 2015,**
6. Telemedecins en pharmacie une innovation applicable en France, *JML* 2015 Série Droit Santé et Société du Journal de Médecine Légale n° 2, Editions ESKA 015
7. Vaccination, Entre la protection de la santé publique et le respect des droits individuels, *JML* 2015 Série Droit Santé et Société du Journal de Médecine Légale n° 2, Editions ESKA 2015
8. Esanté et territoires, à paraître 2015
9. Ethique, médicament et innovation, un enjeu européen d'accès au produit, Mélanges Mémeteau, LEH, octobre 2015.
10. Le caractère dissuasif des sanctions de l'autorité de la concurrence, *Lamy concurrence wolters-kluwer*, n°43, 2015.
11. La transparence, un moyen perfectible au service d'un objectif défini, *Revue Générale de Droit Médical* 2014, N°51, p.145.
12. Transparence en santé, réflexions sur le « concept » de transparence, *Revue Générale de Droit Médical* 2014, N°51, p.145.
13. EPharmacie, entre sécurité et concurrence, *Lamy concurrence wolters-kluwer*, janvier 2014.
14. La distribution en ligne du médicament au regard du droit de la concurrence, panorama de droit pharmaceutique, *Revue Générale de Droit Médical*, janvier 2014, p. 155.
15. Les produits de santé, synthèse de l'actualité juridique 2013, *JML*, p. 65, Série Droit Santé et Société du Journal de Médecine Légale n° 2, Editions ESKA.
16. La santé France/Europe : un modèle global, des règles spécifiques, *Revue de droit de la santé*, novembre 2013, Moscou.
17. La circulation des professionnels de santé dans l'Union européenne: la coopération, juste expression de la libre circulation, *Revue Générale de Droit Médical*, 2012, n°44
18. Les importations parallèles de médicaments à usage humain et clauses de quotas, *Revue Générale de Droit Médical*, 2010, n°37.
19. Vers une harmonisation de l'automédication en Europe?, *Revue générale de droit médical*, 2010, n° 35.
20. La distribution libre des médicaments, Le médicament en grande surface ? *Revue Générale de Droit Médical* 2010, n°35.
21. La pratique médicale face aux avis et recommandations des autorités de santé, *Revue Générale de Droit Médical* 2009, n° 30.
22. Propos introductifs - *Revue générale de droit médical* 2009, n° 30.
23. Vers l'optimisation des circuits traditionnels de distribution des produits de santé, *Revue Générale de Droit Médical* 2008, n° 25.
24. Propos introductifs, *Revue Générale de Droit Médical* 2008, n° 25.

25. Les stratégies concurrentielles de la distribution du produit de santé, *Revue Générale de Droit Médical* 2008, n° 1.
26. Les enjeux de la définition du médicament et des produits " frontière " sur les stratégies de distribution - *Revue Générale de Droit Médical*, 2006, n°19.
27. Propos introductifs, *Revue Générale de Droit Médical*, 2006, n°19.
28. Le clair-obscur de la clause d'agrément dans les opérations de fusion, Cass. Com. 6 mai 2003, *Petites Affiches*, 8 janvier 2004, n°6, p.15 à 21.
29. Le jeu des clauses d'agrément et de préemption lors de la transmission universelle du patrimoine de la société, CA. Chambéry, 26 novembre 2002, *Recueil DALLOZ* 2003, p. 1216 à 1221.
30. De la théorique liberté d'établissement à la réelle mobilité des sociétés,
31. CJCE, 5 novembre 2002, Ubersserring, aff C-208/00, *Revue des Affaires Européennes*, 2001-2002, n°8, p.1109 à 1117.
32. L'opportunité du contrôle par la CJCE de l'obligation de publicité des comptes annuels, CJCE 15 janvier 2002, aff C-182/00, LutzGmbH, *Revue des Affaires Européennes*, 2001-2002, n° 7, p.929 à 934.
33. Les provisions globales pour risques et charges, CJCE, 14 septembre 1999, DE+ES Bauunternehmung GmbH, aff C-275/97, Rec. p. I- 5331, *Revue des Affaires Européennes*, 2000, p. 472 à 480.
34. La spécificité de la notion d'abus de droit en droit français des sociétés in l'abus de droit, comparaisons franco-suisse, Actes du séminaire de Genève, mai1998, *Puse*, 2001, p.131 à 150.
35. La théorie de l'abus de droit est-elle applicable à la transformation d'une SARL en SA suivie d'une cession d'actions ?, A propos de l'arrêt Cass Com, 10 Décembre 1996, *Petites Affiches*, 19 mai 1997, n° 60, p.10 à 14.
36. Quelques remarques à propos de l'action à prime de fidélité, *Petites Affiches*, 5 avril 1996, n°42, p.16 à 20.
37. La nature de la réparation en cas de divorce pour faute, A propos de l'arrêt Cass Civ 2 ème, 27 janvier 1993, *Recueil DALLOZ*.1994, p. 97 à 101.

◆ TRAVAUX COLLECTIFS EN COURS

Ouvrage collectif: En cours de rédaction :

Droit des affaires et « marché de la santé », (Europe, affaires, santé).

Innovation juridique visant à appréhender « Esanté vieillissement et territoires »,

Les travaux portent sur l'étude de la construction et l'évolution du droit des affaires, et notamment du droit de la concurrence, et l'influence sur, ou par, la réglementation européenne et nationale en matière de santé. Ces deux domaines ont ceci en commun, aux fins d'assurer la protection des intérêts publics, collectifs et particuliers, d'être en constante évolution et soumis à une régulation forte des Etats.

THESE

THESE, 28 septembre 1992 à l'Université Jean Moulin Lyon III, mention très honorable avec félicitations du jury à l'unanimité:

« **Le maintien du contrôle des sociétés commerciales** ».

Directeur de thèse et président du jury: Yves REINHARD, Professeur, Université Jean Moulin Lyon III.

Membres du jury: Michel GERMAIN, Professeur, Université Panthéon-Assas Paris II, Jean Philippe HAEL, Professeur, Université Jean Moulin Lyon III, Guy FABRE, Avocat associé, Directeur Fidal Lyon.

Les travaux de recherche sur « Le maintien du contrôle des sociétés commerciales » visaient à identifier et articuler, dans le contexte économique et juridique de l'époque, les techniques juridico-financières permettant au chef d'entreprise d'exercer son pouvoir de décision et de contrôle indépendamment de sa participation au capital social, et, plus avant, d'organiser le contrôle sans capital et le financement sans pouvoir. La démarche consistait à analyser la validité et l'efficacité de ces procédés de dissociation du pouvoir politique et financier. Ce faisant, elle conduisait à apprécier les méthodes de sécurisation de ces montages en équilibre instable entre habileté juridique et abus de droit.